

Le 30 novembre 2004



## ***Fallait-il accueillir à Aubervilliers les consommateurs de crack évacués d'un squat de Paris ?***

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Confrontée à un problème de squats sur les terrains appartenant au réseau ferré français (RFF), la Mairie de Paris ayant demandé l'expulsion de ce squat, et jugeant qu'elle ne pouvait pas trouver de solution dans Paris, et afin d'éviter aux Parisiens les désagréments de la présence de toxicomanes, a saisi la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Toxicomanies (MILDT).

La mission (MILDT) a proposé d'installer sur des terrains du réseau ferré français, situés près du périphérique en lisière de Paris et d'Aubervilliers, à proximité des Magasins généraux, une structure pour accueillir en journée les toxicomanes.

Cette proposition refusée par monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis a fait l'objet d'une réunion réunissant, dans les locaux de la MILDT, les services de l'Etat et les collectivités territoriales concernées.

Invité personnellement à cette réunion par téléphone, et en urgence deux jours avant sa tenue, j'ai délégué comme il est de coutume républicaine mon Directeur de Cabinet pour me représenter. Son mandat était clair, faire valoir les difficultés de notre ville confrontée elle-même à nombre de problèmes sanitaires et sociaux, pour lesquels l'Etat ne propose aucune solution d'urgence.

Le journal Le Parisien se fait l'écho dans son

édition du mardi 30 novembre de la position des socialistes d'Aubervilliers qui s'étonnent de ne pas avoir été consultés sur cette question, et de mon refus d'être mis devant le fait accompli.

Faire porter la responsabilité sur Aubervilliers de l'évacuation sans solution de ce squat relève, me semble-t-il, d'un mauvais procès.

Ce qui a guidé ma décision, ce n'est pas le refus de travailler avec Paris comme le montrent nos nombreuses coopérations, mais la sauvegarde des intérêts des Albertivillariens.

Je me refuse sur cette question de santé publique qui nous concerne tous, et pour laquelle Aubervilliers fait déjà beaucoup, d'engager une quelconque polémique. Pour autant, et parce qu'il est de plus en plus courant, comme pour marquer sa différence, de prendre la presse à témoin sur les affaires locales, je souhaitais vous apporter ces explications.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Beaudet'. The signature is written in a cursive, flowing style.



**AUBERVILLIERS**

